



Conseil économique et social

Distr. générale
30 janvier 2001
Français
Original: anglais

Commission des droits de l'homme

Cinquante-septième session

19 mars-27 avril 2001

Point 12 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Intégration des droits fondamentaux
des femmes et de l'approche sexospécifique :
violence contre les femmes**

Commission de la condition de la femme

Quarante-cinquième session

6-16 mars 2001

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire**

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la session
extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 :
égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : bilan
de l'intégration dans les organismes
des Nations Unies**

Rapport du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint à la Commission des droits de l'homme et à la Commission de la condition de la femme le rapport sur l'élimination de la violence contre les femmes, établi par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme en application de la résolution 50/166 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1995.

* E/CN.4/2001/1.

** E/CN.6/2001/1.

Application de la résolution 50/166 de l'Assemblée générale sur le rôle du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme dans l'élimination de la violence contre les femmes

Rapport du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme à la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme et à la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme

I. Introduction

1. Dans sa résolution 50/166 du 22 décembre 1995, l'Assemblée générale a prié le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) de s'employer plus activement à éliminer la violence contre les femmes afin de faciliter l'accélération de la mise en oeuvre des recommandations contenues dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Elle lui a demandé de collaborer étroitement à cette fin avec les organes et organismes des Nations Unies concernés, dans le cadre de l'action globale engagée au sein du système pour mettre un terme à ce fléau.

2. En 1996, UNIFEM a créé un fonds appelé « Fonds d'affectation spéciale pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes », à travers lesquelles il sélectionne et finance des projets novateurs à effet catalyseur qui ont pour objectif d'explorer de nouvelles pistes, d'inventer des modèles inédits, d'élargir la mobilisation croissante en faveur de l'élimination de toutes les formes de violence infligées aux femmes. À ce titre, le Fonds d'affectation spéciale est devenu la rampe de lancement de toute une série de nouvelles stratégies efficaces de lutte contre les violences sexistes.

3. En 2000, le processus préparatoire de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle », ainsi que la session elle-même, ont confirmé l'existence au sein de la communauté internationale d'une véritable volonté d'agir pour mettre un terme à la violence sexiste. Les initiatives préconisées dans le rapport issu de la session extraordinaire vont dans le sens du renforcement des programmes et mesures destinés à éliminer la violence contre les femmes. Deux formes particulières de violence ont été dénoncées durant la session extraordinaire, à savoir les crimes dits « d'honneur » et les meurtres liés à la coutume de la dot. UNIFEM leur accordera la priorité lors de la sélection des projets financés par le Fonds d'affectation spéciale en 2001, et privilégiera également les projets qui répondent à une nécessité exprimée à la session extraordinaire, à savoir proposer aux hommes des modèles masculins positifs susceptibles de faire reculer la violence contre les femmes.

4. Le présent rapport à la quarante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme et à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme fait le point sur les activités dynamiques et novatrices entreprises par UNIFEM en 2000 pour éliminer la violence contre les femmes.

II. Fonds d'affectation spéciale pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes

5. UNIFEM a créé le Fonds d'affectation spéciale pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes et pour financer les projets novateurs à effet de catalyseur dont l'objectif est de prévenir ou d'éliminer les actes de violence contre les femmes, et ceci dans le monde entier et à tous les niveaux – local, national et régional. Depuis son lancement officiel en 1997, le Fonds d'affectation spéciale a reçu plus de 5,4 millions de dollars de contributions et subventionné au total 105 projets dans plus de 65 pays. Son apport a permis de réaliser un certain nombre d'avancées comme la remise en question des normes en vigueur, l'adoption de législations novatrices, le recrutement de nouveaux partenaires et la réorientation de certaines politiques.

6. En 2000, le Fonds d'affectation spéciale a accordé 1 million de dollars de subventions (alors que les demandes représentaient un montant total supérieur à 12,5 millions de dollars) à 17 projets¹ approuvés par le Comité d'examen des projets interinstitutions, instance composée de représentants de la Division de la promotion de la femme, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes, ainsi que de représentants du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de deux organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre les violences sexistes.

7. Les 17 projets financés en 2000 ont tous en commun de s'attaquer à des formes particulières de violence sexiste – violences familiales, traite et exploitation sexuelle, féminicide, harcèlement sexuel, violence contre les jeunes filles et les femmes handicapées. Les stratégies mises en oeuvre vont de la sensibilisation à l'action militante en passant par l'enseignement de quelques notions de droit, la formation des professionnels, la recherche à vocation appliquée, la mise en place de services, la formation et la mobilisation des groupes de femmes. Les quelques exemples qui suivent donnent une idée de cette diversité :

a) Lancement en Afrique d'un projet régional de formation des magistrats kényens, ougandais, tanzaniens et zimbabwéens, sur le modèle d'une initiative du même type qui a bien fonctionné en Amérique latine; l'enseignement a porté sur les droits des femmes, et plus particulièrement sur le problème de la violence sexiste. Il s'est avéré que seul l'un des huit juges participant au projet pilote de formation avait déjà cité une convention internationale dans une de ses décisions; à l'achèvement du projet, quelque 600 magistrats et juristes pourront être mobilisés pour animer des sessions de formation interactives adaptées aux différents pays;

b) Suivant l'exemple d'un projet antérieur financé par le Fonds d'affectation spéciale, des ONG jordaniennes et cisjordaniennes ont décidé de s'attaquer au problème des féminicides et des crimes dits « d'honneur » sur deux fronts, d'une part en mettant au point des mécanismes qui permettent aux jeunes filles en danger de mort de trouver de l'aide sans s'exposer davantage, et d'autre part en travaillant avec les juges pour améliorer le fonctionnement de la justice et l'aide prodiguée aux survivantes;

c) Face à l'impact de la mondialisation des marchés sur la sécurité des femmes, il a été décidé de lancer un projet d'assistance technique qui permettra d'aider 21 villes brésiliennes à renforcer leurs capacités d'initiative et de soutenir des projets et programmes régionaux d'élimination de la violence contre les femmes;

d) Les femmes et les jeunes filles rurales se retrouvent le plus souvent sans aide ni protection face à la violence. Un projet lancé au Kirghizistan se propose de remédier à ce problème en montrant aux femmes rurales, aux adolescentes scolarisées, aux enseignants et aux parents comment ils peuvent mener une action préventive et aider les victimes à surmonter le traumatisme qu'elles ont subi. Des animatrices de groupes d'entraide ont été formées pour porter secours aux victimes et intervenir en leur nom auprès des policiers et des juges afin que les actes de violence ne restent pas impunis.

8. Les règles de fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale ont été révisées au début de 2000. Les nouvelles directives donnent aux bureaux extérieurs une plus grande latitude pour sélectionner des propositions qui vont dans le sens des stratégies nationales.

9. Les administrateurs du Fonds d'affectation spéciale ont recommandé que les nouvelles directives portent le plafond des subventions accordées aux projets soumis par deux ou plusieurs organisations à 150 000 dollars – contre 50 000 dollars précédemment – afin d'encourager ceux qui offrent le meilleur potentiel. En 2000, six subventions ont été accordées à des propositions communes dans le cadre de ce nouveau dispositif.

10. Un appel exceptionnel à soumission de projets médias et documentation a été lancé grâce à une bourse de la Fondation pour les Nations Unies. Plus de 250 dossiers ont été déposés. Au début de 2001, le Comité d'examen des projets interinstitutions, qui comprend également des spécialistes des médias et de la communication pour le changement social, sélectionnera les quatre à huit projets qui seront subventionnés.

11. UNIFEM a profité de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale pour présenter les réalisations d'un certain nombre de projets subventionnés par le Fonds d'affectation spéciale. Il a distribué à cette occasion un dossier résumant les enseignements tirés des trois projets retenus pour l'étude de cas proposée dans une de ses publications (voir ci-après). Neuf des responsables de projets qui participaient à la session ont été interrogées sur leur parcours personnel (leurs témoignages se trouvent sur le site Web d'UNIFEM).

III. La composante Apprentissage du Fonds d'affectation spéciale

12. Grâce à l'appui de la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, la composante Apprentissage a pu être consacrée à l'examen et à l'analyse des enseignements tirés des projets novateurs à effet catalyseur subventionnés par le Fonds d'affectation spéciale. Les visites sur le terrain effectuées dans cinq pays à cette occasion ont révélé l'existence de stratégies efficaces pour faire évoluer les mentalités, combattre les stéréotypes et mettre un terme aux pratiques nocives. Il s'est avéré que ces stratégies étaient surtout appliquées dans le cadre de projets relativement mo-

destes quant à leur taille et à leur profil, mais particulièrement porteurs de changements structurels/institutionnels durables et tout à fait propices à l'élimination de la violence contre les femmes.

13. UNIFEM a repris une partie de ces données dans une publication intitulée *With an End in Sight: Strategies from the UNIFEM Trust Fund in Support of Action to Eliminate Violence Against Women*. L'ouvrage définit trois stratégies de lutte contre la violence sexiste, à partir de sept projets types financés par le Fonds d'affectation spéciale : renforcer la mobilisation des communautés, encourager les partenariats institutionnels, développer les appuis institutionnels par la recherche et la communication. L'ouvrage a vocation pour devenir un outil et un guide pratique en matière de stratégies novatrices et efficaces. Il a été largement diffusé auprès du personnel de terrain d'UNIFEM et du PNUD, et a été envoyé aux responsables des organismes de l'ONU, aux donateurs, aux bénéficiaires des subventions du Fonds d'affectation spéciale et aux ONG et fondations militant pour le respect des droits fondamentaux des femmes.

IV. Développement des capacités des bénéficiaires des subventions du Fonds d'affectation spéciale

14. En 1999, UNIFEM avait utilisé la bourse de la Fondation pour les Nations Unies pour aider les bénéficiaires de ses subventions à présenter leurs rapports d'activité et à appliquer des stratégies de communication et de relations publiques qui servent efficacement leurs objectifs.

15. En collaboration avec l'Université Columbia, il a entrepris au printemps 2000 un travail d'évaluation de l'efficacité du matériel de communication et de relations médias conçu et utilisé pour les campagnes interinstitutions des Nations Unies contre la violence sexiste. L'étude a porté essentiellement sur les stratégies médias appliquées au Kenya, en Inde et au Pérou. Un certain nombre d'outils adaptés aux différents contextes régionaux ont pu être identifiés, avec le concours des agences de publicité locales. L'analyse comparative des trois sites a livré d'intéressantes conclusions qui se sont traduites par des recommandations visant à élargir et renforcer l'impact des futurs projets. Elle a également mis en évidence la nécessité d'exposer le problème de la violence avec réalisme et/ou de l'évoquer plutôt par l'image que par l'écrit. On sait par expérience qu'un message contre la violence a plus de chances d'être entendu si, au-delà de l'exposé des faits, il propose aussi des éléments de réponse, des stratégies de riposte, des pistes pour trouver des renseignements et de l'aide.

16. Les conclusions de l'étude et les résultats des autres campagnes de type « Non à la violence » formeront la base d'un manuel et d'un CD-Rom interactif sur les stratégies médias les plus efficaces recensées dans les différentes régions du monde. Ce document contiendra des informations détaillées sur les campagnes de sensibilisation au phénomène de la violence contre les femmes, des recommandations pour utiliser efficacement le matériel de communication publicitaire. Les images du CD-Rom pourront être téléchargées et exploitées telles quelles par les utilisateurs.

V. Traduire le travail de communication dans des programmes

17. Dans la période allant de 1997 à 1999, UNIFEM a organisé, lancé et piloté des campagnes interinstitutions régionales de lutte contre la violence sexiste en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. Les préparatifs et l'exécution de ces initiatives ont mobilisé d'autres organismes du système des Nations Unies – PNUD, FNUAP, UNICEF, Organisation mondiale de la santé (OMS), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Volontaires des Nations Unies, Organisation internationale du Travail (OIT), Habitat, HCR, commissions économiques régionales des Nations Unies, mais aussi divers partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. L'idée que la violence contre les femmes était une atteinte aux droits fondamentaux de la personne a nettement progressé dans les esprits à la suite de ces campagnes.

18. L'impact des campagnes 1998 et 1999 d'UNIFEM était encore sensible en 2000, comme en témoignent ces quelques exemples :

a) Les médias kenyens se sont largement emparés de la question de la violence contre les femmes, en partie grâce à l'impulsion donnée par la campagne régionale d'UNIFEM, et le Parlement a réagi en adoptant une première loi antiviolence rédigée dans des termes dont il convient de souligner la fermeté et la clarté;

b) À la suite de la campagne régionale contre la violence sexiste, les pays d'Asie du Sud ont déployé des efforts sans précédent pour mettre un terme à la traite de femmes. UNIFEM s'est activement associé à l'élaboration et à l'exécution des activités dans ce domaine, en étroite coopération avec les gouvernements, les donateurs, les partenaires de l'ONU et les ONG;

c) La formation des femmes autochtones, des femmes rurales, des avocats et des magistrats entreprise dans le cadre de la campagne pour la région andine a favorisé l'adoption de lois destinées à prévenir les actes de violence contre les femmes et le renforcement des législations en vigueur, en particulier en Colombie, en Équateur et en Bolivie.

19. Compte tenu des bons résultats des autres campagnes régionales et de la qualité du matériel produit, une campagne régionale « Non à la violence » sera lancée en 2001 dans la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et dans la Communauté d'États indépendants (CEI). Ce projet, en cours d'élaboration, sera coordonné par le Gouvernement du Kazakhstan.

VI. Lutter contre toutes les formes de violence sexiste

20. En 2000, le bureau régional d'UNIFEM s'est essentiellement intéressé aux dimensions économiques de la violence contre les femmes. La question du trafic de femmes et de jeunes filles, plus particulièrement en Asie du Sud-Est, a été portée à l'attention des donateurs et des gouvernements; le bureau a par ailleurs encouragé la collaboration régionale et montré la voie pour organiser une vaste campagne contre ce fléau. L'obtention d'engagements ministériels en faveur du renforcement des mécanismes nationaux a été un tournant décisif pour le projet de création de secrétariats/cellules antitraite dans les différents pays. UNIFEM a appuyé le renforcement des réseaux d'avocats et de policiers tels que le Technical Advisory Group in South Asia (TAGSA), le South Asia Forum against Human Trafficking (SAFAHT), le

South Asia Professionals against Trafficking (SAPAT). Une formation a également été dispensée aux fonctionnaires de la police des frontières, aux avocats et aux juges, et une personnalité d'origine népalaise, la célèbre star du cinéma indien Manisha Koirala, a été nommée ambassadrice spéciale chargée de la lutte contre la traite.

21. D'autres projets méritent d'être mentionnés, notamment :

a) La nouvelle initiative en direction de la jeunesse pour prévenir le trafic d'adolescentes en Lettonie;

b) La protection des droits fondamentaux des travailleuses migrantes en Asie occidentale, dans la région Pacifique, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique centrale;

c) La mise en place, par UNIFEM du Brésil et du cône Sud, d'un système de suivi national et d'un numéro vert pour lutter contre le problème de plus en plus préoccupant de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents par des proxénètes.

22. L'élimination de la violence familiale reste l'une des priorités des bureaux d'UNIFEM sur le terrain. Le bureau de l'Ukraine a lancé un projet de renforcement des capacités pour accompagner une vaste campagne demandant l'adoption d'un projet de loi sur la violence familiale. L'appui apporté par UNIFEM au réseau des jeunes dirigeantes ukrainiennes aide les jeunes femmes à mieux faire valoir leurs droits. Beaucoup ont rejoint les différentes associations de femmes qui réclament une application plus stricte des lois réprimant la violence familiale. Une conférence de haut niveau sur la question des crimes dits « d'honneur » a été organisée au Soudan par le bureau d'UNIFEM à l'intention des pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique de l'Ouest et de la corne de l'Afrique, qui pourront ainsi profiter des recherches entreprises dans le cadre d'un projet novateur subventionné par le Fonds d'affectation spéciale en Cisjordanie et à Gaza, et aujourd'hui repris en Jordanie.

23. La violence exercée contre les femmes dans un certain nombre de régions en situation de conflit est un sujet de préoccupation de plus en plus présent. UNIFEM a réalisé la première évaluation des violences infligées aux femmes au Kosovo. Ses partenaires dans la région ont voulu connaître les conclusions de cette étude, qui leur ont été communiquées en conséquence. UNIFEM profite de ses liens avec l'un des bénéficiaires des subventions du Fonds d'affectation spéciale, le Centre croate pour les femmes victimes de guerre, pour renforcer les compétences et capacités techniques institutionnelles et individuelles au Tadjikistan, en privilégiant les besoins psychothérapeutiques des communautés touchées par la guerre et des femmes victimes de sévices. Ses activités dans ce domaine ont consisté notamment à former les 53 agents d'une mission de sensibilisation aux problèmes des femmes et à la violence sexiste, et à réunir des données sur les violences exercées contre les femmes au Tadjikistan.

VII. Conclusions

24. En 2000, UNIFEM s'est engagé à consolider les acquis des dynamiques campagnes de sensibilisation qu'il avait menées avec ses partenaires de l'ONU dans différentes régions du globe. Cet exercice de consolidation a permis de dégager un certain nombre d'enseignements, de recenser les meilleures pratiques mises en oe-

vre dans les campagnes et projets subventionnés par le Fonds d'affectation spéciale, de définir les grandes lignes des futurs domaines programmatiques. UNIFEM a tiré parti des résultats de son travail de sensibilisation et de renforcement des capacités pour traduire dans ses programmes les leçons tirées de l'expérience et des actions de mobilisation. Il s'inspire de ce travail précurseur pour s'assurer que les projets futurs tiendront compte des enseignements du passé et des données d'expérience des diverses régions, des ONG et des organismes de Nations Unies.

25. Conformément à l'esprit qui a présidé à l'adoption de la résolution 50/166 de l'Assemblée générale, UNIFEM continuera d'identifier et d'appuyer les initiatives locales, nationales, régionales et internationales qui visent à prévenir et éliminer la violence contre les femmes.

Notes

- ¹ Les 17 projets financés en 2000 se répartissent comme suit : Afrique (Algérie, Maroc, Tanzanie, et un projet régional exécuté au Kenya, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe); Asie et Pacifique (Bangladesh, Mongolie, Yémen, et un projet régional en Jordanie et en Cisjordanie); Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants (Bulgarie, Croatie, Kirghizistan, Moldova, Russie); Amérique latine et Caraïbes (Brésil, Jamaïque, Mexique et Pérou). Ils peuvent être consultés sur le site Internet de l'UNIFEM : <www.undp.org/unifem/trust.htm>.